L'on se laisserait à citer des arrêts semblables. Contentons nous de référer à ceux du 3 Décembre 1518 pour la Paroisse de Ste. Ménéhaud; du 20 Mai 1613 pour la Trinité d'Angers; et du 14 Août 1619 pour Ste. Maxence. Il vaut encore mieux référer les curieux au troisième tome des Mémoires du Clergé, édition de 1716.

Je terminerai cette partie par un extrait de déclaration du Roi de France du mois de Mars 1666, (Voyez les mémoires du clergé, tome III, page 1482, art: 12.)
 “ Pour le regard des comptes des Fabriques, ils seront
 “ rendus par devant les Archevêques, Evêques ou
 “ Grands Vicaires.”

De quel poids peuvent alors être les arrêts de 1737 et les suivans? Cette déclaration de 1666 postérieure à notre édit de 1663, démontre qu'alors même les seuls auditeurs des comptes des Fabriques étaient les autorités Ecclésiastiques. Reposons-nous ici un instant, et prenons la peine d'examiner l'analogie de ce qui précède avec les élections des marguilliers en Canada, où, dit-on, la loi veut que les paroissiens ou notables soient appelés. La règle de toutes les actions légales des hommes, est l'intérêt soit de conservation, soit de préservation; ce qui suppose une chose à conserver ou préserver, dans laquelle on ait un droit. Si les Paroissiens avaient un droit personnel ou réel dans les biens des Eglises, nul doute que, ni l'Eglise ni l'Etat, n'eussent voulu les administrer sans la participation des vrais propriétaires; c'eût été un vrai larcin, qu'on aurait droit d'imputer à l'Etat comme à l'Eglise. Il est d'ailleurs incontestable, que ce qui intéresse le plus le propriétaire d'une chose quelconque, c'est de savoir à quoi elle est employée, ce qui en peut ou doit devenir, en enfin tout ce qui la concerne. C'est pourquoi chacun est si disposé, soit à se rendre compte à soi-même, soit à exiger raison de l'administration de ce qui lui appartient.